



### **Décision n°2018-310**

autorisant des travaux forestiers dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du parc national,

VU le code de l'environnement et notamment son article L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 et notamment son article 17,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 et notamment, la modalité 35 – IV d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que la cartographie annexée des zones ayant une vocation dominante forestière,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande formulée par Monsieur BURTIN Jean-Loup, directeur de l'Agence territoriale Alpes-Maritimes/Var de l'Office National des Forêts, en date du 24 octobre 2017, ainsi que les compléments fournis par Monsieur PERRIGUEY Daniel, chef de triage, en date du 08 juin 2018,

VU l'avis du Conseil scientifique en date du 21 juillet 2018,

CONSIDERANT que l'aménagement forestier de la Forêt communale de Moulinet, en cours d'approbation, précise les principes d'exploitation suivants : (i) « non intervention là où la surface terrière est inférieure à 18 m<sup>2</sup>/ha petits bois exclus, ou là où le volume sur pied est inférieur à 200 m<sup>3</sup>/ha petits bois exclus » ; (ii) « pour assurer les flux de renouvellement des deux essences (Sapin et Hêtre), les prélèvements dans les gros calibres seront réalisés à l'exception des plus forts diamètres » et (iii) « toutes les essences résineuses ou feuillues autres que le Sapin et le Hêtre seront conservées pour assurer la diversité du mélange ».

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une coupe préjudiciable à la conservation d'une espèce végétale ou animale remarquable (Tétras-Lyre, Circaète Jean Le Blanc, Aigle Royal, Autour des Palombes, Chevêchette d'Europe, Chouette de Tengmalm et Buxbaumie verte)

Décide :

#### **Article 1er :**

L'Office national des forêts, représenté par son directeur d'Agence territoriale Alpes-Maritimes/Var Monsieur FULCHIRON Manuel et ci-après désignée "le bénéficiaire", est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour ayant pour objet l'exploitation forestière de la parcelle 27 de la forêt communale de Moulinet.

#### **Article 2 :**

Cette autorisation est accordée pour la période du 15 août 2018 au 31 décembre 2020. Chaque année, les travaux seront réalisés uniquement entre le 15 août et le 31 décembre.

### Article 3 :

3.1. Tels que déclarés par le bénéficiaire, les travaux forestiers sont prévus selon les caractéristiques suivantes :

Parcelle	
Surface de la parcelle (ha)	48,95 ha
Surface à parcourir (ha)	23,5 ha
Type de peuplement	Sapinière
Type de coupe	Coupe à caractère jardinatoire
Essences récoltées	Sapin
Volume* sur pied (m <sup>3</sup> )	7050 m <sup>3</sup>
Volume* sur pied (m <sup>3</sup> /ha)	300 m <sup>3</sup> /ha (28 m <sup>2</sup> /ha)
Volume* présumé réalisable (m <sup>3</sup> )	1410 m <sup>3</sup>
Volume* présumé réalisable (m <sup>3</sup> /ha)	60 m <sup>3</sup> /ha
Estimation du % de volume* prélevé	20 %

(\*) Les volumes concernent uniquement le Sapin et sont estimés à la date présumée de l'exploitation.

3.2. Tels que déclarés par le bénéficiaire, les moyens de mise en œuvre prévus sont les suivants :

- débardage au tracteur avec utilisation des traînes préexistantes (selon le plan joint en annexe 1) et évacuation jusqu'à la place de dépôt située au bord de la route reliant Moulinet au col de Turini au niveau du lacet où débute la piste de Trabuc, ou à celle située en bout de la piste longeant la limite supérieure de la parcelle 27 ;
- débardage éventuel au câble avec utilisation des deux lignes de câble existantes (selon le plan joint en annexe 1) et évacuation jusqu'à la place de dépôt située au bord de la route reliant Moulinet au col de Turini au niveau du lacet où débute la piste de Trabuc, ou à celle située en bout de la piste longeant la limite supérieure de la parcelle 27. Le cas échéant, les lignes seront installées les unes après les autres, et, si la météo le permet, aucune installation ne sera laissée entre les trois années présumées d'exploitation ; sinon, le câble sera détendu pour être ramené à une hauteur non impactante ni pour l'avifaune, ni pour la grande faune. Des systèmes de visualisation pourront également être installés avec l'aide des gardes-moniteurs du Parc.

### Article 4 :

Dans le cadre de la présente autorisation d'exploitation, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes :

#### *4.1. Prescriptions particulières à l'organisation des travaux d'exploitation*

4.1.1. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes réunions de chantier, notamment à celles d'ouverture et de réception, après remise en état des lieux.

A cette occasion, les agents de l'ONF et/ou du Parc national procéderont aux balisages temporaires éventuellement nécessaires à la préservation des enjeux naturalistes présents dans le périmètre du chantier.

Contacts :

service territorial de la Roya-Bévéra : 04 93 04 67 00

chef de S.T : COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint de S.T : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

4.1.2. L'ouverture de nouvelles traînes n'est pas autorisée sauf accord express du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, et dans tous les cas, hors thalweg.

4.1.3. Les rémanents seront démembrés de manière très sommaire afin de ménager les plus grandes longueurs de branchage. Les souches de résineux ne seront pas systématiquement arasées de manière à fournir du bois mort sur pied. Les éventuelles purges seront également laissées sur place, sans être tronçonnées, pour préserver les plus grandes longueurs de bois mort au sol.

4.1.4. Les bois exploités seront évacués avant le 1<sup>er</sup> mai ou après le 1<sup>er</sup> septembre pour éviter de piéger les insectes saproxyliques au moment de l'essaimage.

4.1.5. Au cours de l'exploitation les mesures les plus appropriées devront être prises pour éviter toute circulation automobile non autorisée.

4.1.6. Le bénéficiaire est tenu de remettre les lieux en état au plus tard à la date de réception des travaux par l'ONF. La remise en état devra comporter : l'évacuation des déchets et des consommables résiduels, la remise en état de la place de dépôt par régalage des ornières si besoin, la remise en état des sentiers et pistes (régalage, réfection d'ouvrages de franchissement), évacuation des câbles et des engins d'exploitation, fermeture des traînes par un merlon de terre ou des blocs.

#### 4.2. Prescriptions particulières concernant certains habitats, micro-habitats et stades de sénescence

4.2.1. Le bénéficiaire conservera tous les arbres morts au sol ou sur pied. Les arbres morts sur pied qui constituent un danger réel pour la sécurité publique (30 m de la piste aval) ou pour l'exploitant sur le chantier pourront exceptionnellement être abattus et laissés sur place.

4.2.2. Le bénéficiaire préservera toutes les essences résineuses ou feuillues autres que le Sapin. Au minimum 7 arbres/ha de Sapin de plus de 70 cm de diamètre seront préservés. Ces objectifs pourront être adaptés lors du martelage avec les agents du Parc pour tenir compte du peuplement d'origine.

Le contrôle se fera a posteriori en comparant l'inventaire par essence et catégorie de diamètre des arbres « bio » (répondant aux critères ci-dessous) et du bois morts sur pied (de plus de 35 cm de diamètre) et les résultats de martelage. Ces données seront à communiquer au Parc avant le début du chantier d'exploitation.

	Absence de signes de sénescence	Avec au moins deux signes de sénescence
Sapin, Epicéa, Pin sylvestre, Pin d'Alep, Pin pignon, Pin maritime, If	70 cm	50 cm
Mélèze, Pin cembro, Pin à crochets, Chêne blanc, Chêne sessile, Hêtre, Erable sycomore, Erable plane, Erable à feuilles d'obier, Tilleul, Frêne, Peuplier et autres feuillus	50 cm	30 cm

4.2.3. Le bénéficiaire devra préserver les peuplements feuillus et les mégaphorbiaies dans les vallons, au moyen de la mise en œuvre d'abattages directionnels, débusquages des bois abattus et dépôts des rémanents hors de ces zones. Un balisage temporaire des limites de ces milieux pourra être installé préalablement par les agents du Parc national.

4.2.4. Le bénéficiaire devra préserver la lisière supérieure et notamment les très gros arbres qui y sont implantés, au moyen de la mise en œuvre d'abattages directionnels, débusquages des bois abattus et dépôts des rémanents hors de ces zones. Un balisage temporaire des limites de ces milieux pourra être installé préalablement par les agents du Parc national.

#### 4.3. Prescriptions particulières concernant certaines espèces remarquables

Le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions complémentaires suivantes :

Parcelle	Espèces	Habitat	Prescriptions
27	<i>Buxbaumia viridis</i>	<i>Bois mort au sol et anciennes souches</i>	L'espèce a été contactée sur l'ensemble de la parcelle. Le bois mort au sol sera préservé de toute dégradation par un abattage directionnel, débusquage des bois abattus et dépôts des rémanents hors des zones de bois mort, particulièrement dans les thalwegs
27 thalwegs	<i>Aconitum napellus</i> , <i>Aconitum variegatum</i> L. <i>ssp. paniculatum</i> , <i>Lilium martagon</i> (liste non exhaustive)	<i>Mégaphorbiaie et érable de pente</i>	cf. 4.2.3.

#### 4.4. Prescriptions particulières concernant les enjeux paysagers

La largeur de l'implantation de la ligne de câble ne devra pas excéder 4 mètres.

#### 4.5. Prescriptions particulières concernant le patrimoine bâti

D'anciennes glaciers sont localisées en aval de la piste au niveau de la place de retournement. Tout élargissement de l'emprise de la piste est interdit afin de préserver ces glaciers. De même, si le stockage des bois doit se faire dans cette zone, il ne doit engendrer aucun risque de dégradation des glaciers.

#### Article 5 :

La présente décision vaut autorisation de circulation et de stationnement des véhicules terrestres motorisés nécessaires à l'exploitation, exclusivement sur la piste d'accès à la parcelle exploitées et sur les traînes existantes.

#### Article 6 :

Les modalités d'exploitation qui découlent des prescriptions citées à l'article 4 devront être stipulées à l'exploitant lors de la délivrance du permis d'exploiter ou en début de chantier.

#### Article 7 :

Une copie de la présente autorisation doit être affichée de manière permanente sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition des agents du Parc national ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

#### Article 8 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation.

La présente décision n'exonère pas le bénéficiaire des procédures préalables éventuellement prévues par les autres réglementations en vigueur.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 8 août 2018



Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER



Annexe 1 : localisation des traînes (en bleu) et des lignes de câbles (en jaune)

